

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

Trimestriel n°9 - Décembre 2019

SOMMAIRE

- P. 3 EN DÉFENSE DE LA ZAD D'ARLON
- P. 4 PETITE LEÇON AVEC LE COLLECTIF ARGENTIN «NI UNA MENOS»
- P. 6 LES FÉMINISMES DANS LA LUTTE CONTRE LE LIBRE-ÉCHANGE
- P.8 CANTINES POPULAIRES, AUTONOMIE ET QUARTIERS POPULAIRES
- P. 11 CE CAUCHEMAR QUI N'EN FINIT PAS, INTERVIEW AVEC P. DARDOT
- P.14 BD: LA BATAILLE DE CABLE STREET

JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

UN MOUVEMENT POUR ET PAR LES JEUNES !

COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement antisexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé-e-s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun-e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun-e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs-trices et des travailleurs-euses

Nous sommes convaincu-e-s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé-e-s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.



EN DÉFENSE DE LA ZAD D'ARLON

COMMUNIQUÉ DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

DEPUIS FIN OCTOBRE 2019, SUITE À L'APPEL D'HABITANT·E·S D'ARLON POUR DÉFENDRE LA BIODIVERSITÉ, UNE ZAD EST NÉE EN PÉRIPHÉRIE D'ARLON SUR LE LIEU-DIT DE LA SABLIERE DE SCHOPPACH. CETTE ZONE, DE GRAND INTÉRÊT BIOLOGIQUE SELON LA RÉGION WALLONNE, EST DESTINÉE À ÊTRE BÉTONNÉE PAR L'INTERCOMMUNALE IDELUX POUR Y CONSTRUIRE UN ÉNIÈME ZONING. DEPUIS QUELQUES JOURS, LES ZADISTES, QUI VIVENT SUR LA ZONE, SONT MENACÉ·E·S D'EXPULSION SUITE À LA DÉCISION DU C.A. D'IDELUX DE METTRE FIN À LA RÉAPPROPRIATION DE LA ZONE À DÉFENDRE.

À travers cette occupation, c'est la sauvegarde de la Sablière, mais également l'arrêt de la bétonisation massive des sols et l'accaparement des territoires à des fins privées, en Belgique et dans le monde, qui est en jeu. Le pouvoir nous rabâche que la transition écologique est une nécessité, sans nous donner d'autre piste que celle d'un capitalisme pseudo durable qui tente de s'imposer par un greenwashing à peine masqué. Il est temps de faire cesser des projets qui ne font qu'accroître l'écocide. Aujourd'hui, les militant·e·s vivant sur la ZAD de Schoppach nous montrent qu'un autre système est nécessaire pour décider ensemble de ce que peuvent advenir les terrains appartenant à la collectivité.

En tant qu'organisation de jeunesse, nous voulons montrer notre solidarité avec les personnes qui luttent localement pour la biodiversité et la rupture écologique et sociale. Nous dénonçons la psychose sécuritaire et la militarisation policière ahurissante déployée par le bourgmestre d'Arlon, ce 29 novembre 2019, à l'occasion d'une marche pour le climat, pourtant annulée par les organisateur·trice·s. Face à l'incapacité de l'État d'entendre les cris des citoyen·ne·s, l'appât du gain des promoteurs et de certains politiciens n'auront bientôt plus que la violence d'état, le matraquage des jeunes et des habitant·e·s du coin pour alimenter leurs projets mégalomanes et écocidaires.

Par ailleurs, nous rappelons que nombre d'entre nous ont participé et porté les manifestations pour le climat durant l'année 2019. Nous faisons et ferons toujours vivre ces dynamiques

« LE POUVOIR NOUS RABÂCHE QUE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST UNE NÉCESSITÉ, SANS NOUS DONNER D'AUTRE PISTE QUE CELLE D'UN CAPITALISME PSEUDO-DURABLE »

en 2020. Mais à l'aune du désastre écologique en cours et au vu du manque criant de volonté politique pour freiner la destruction du vivant, manifester ne suffit plus. Nous avons bien saisi la nécessité de la désobéissance civile pour faire entendre raison aux partisans d'une économie mortifère qui ont, de plus en plus, besoin de l'autoritarisme de l'État pour se maintenir.

De la manifestation locale, au blocage en passant par la Zone À défendre, nous soutenons la diversité des tactiques pour faire entendre qu'il n'est plus acceptable de continuer à détruire la biodiversité et la planète sous prétexte de rentabilité. Nous avons déjà été soutenir la ZAD directement sur place et nous serons aux côtés de ceux qui luttent pour éviter la victoire d'un modèle économique qui refuse de remettre en cause un mode de production autodestructeur et qui piétine chaque jour un peu plus ce qu'il nous reste de démocratie.

Idelux tente la carte d'une course contre la montre pour éviter le blocage du projet de zoning sur la Sablière et expulser, manu militari avant 2020, des écologistes qui n'ont plus que leurs corps et leurs imaginations pour défendre la biodiversité.

Quant à nous, nous déclarons notre soutien à la ZAD d'Arlon et à toutes les personnes qui font vivre ce lieu et cette vision du monde ! Pour un arrêt de la répression policière, contre toute expulsion, contre tout projet de zoning sur la Sablière de Schoppach, pour la biodiversité, notre avenir commun et celui de la jeunesse !



DE LA RÉACTION ÉMOTIVE À LA CONSTRUCTION D'UNE VAGUE FÉMINISTE MONDIALE

PAR LES MACRALES

PETITE LEÇON AVEC LE COLLECTIF ARGENTIN «NI UNA MENOS»

LE 6 NOVEMBRE DERNIER, LUCIA CAVALLERO ET VÉRONICA GAGO DE *NI UNA MENOS* (PAS UNE DE MOINS) ARGENTINE ÉTAIENT INVITÉES PAR LE COLLECTIF 8 MARS, ET LE GROUPE FÉMINISTE *LES MACRALES*, POUR VENIR PRÉSENTER LE FONCTIONNEMENT DE LEUR COLLECTIF ET PARTAGER LEUR EXPÉRIENCE. L'OCCASION POUR NOUS DE COMPRENDRE ET DE S'INSPIRER D'UNE MOBILISATION NATIONALE QUI EST DEVENUE UN MOUVEMENT FÉMINISTE INTERNATIONAL.

Luci et Véronica sont toutes deux travailleuses à l'université de Buenos Aires, l'une comme chercheuse, l'autre comme professeure. Elles se présentent en tant que travailleuses précaires, bien qu'elles reconnaissent que leur précarité est relative comparativement à beaucoup d'autres. La situation économique en Argentine (diminution brutale des salaires, augmentation importante des prix des services de base, des aliments, des médicaments) entraîne une hyper précarisation d'une large partie de la population, notamment féminine.

Suite à une série de féminicides à travers le pays, des femmes appellent à une marche vers le parlement argentin pour dénoncer la situation alarmante de violences qu'elles subissent. Le collectif «*Ni Una Menos*» se crée en 2015.

Ces meurtres ont un retentissement médiatique important et les réseaux sociaux suivent. Le hashtag #*niunamenos* devient rapidement viral et plus de 400 000 personnes descendent dans les rues le 03 juin 2015.

Rapidement, cette mobilisation de masse amène une déstabilisation de la vie politique locale : il n'est plus possible pour les pouvoirs en place de regarder ailleurs, un véritable questionnement politique voit le jour. Il existait déjà une base de mobilisation sur des sujets liés aux féminismes en Argentine. Depuis 33 ans, les rencontres plurinationales de femmes lesbiennes et trans sont organisées et le mouvement pour un avortement légal, sûr et gratuit avait déjà rassemblé de nombreuses femmes, en plus d'autres mobilisations. Mais l'appel de *Ni Una Menos* a permis de massifier cette base de mobilisation, en permettant notamment aux femmes qui n'étaient pas organisées de s'impliquer.

¹ Dans ce texte, le terme "femme" recouvre la définition suivante: personne s'identifiant et/ou étant identifiée en tant que femme.

« EN ORGANISANT DES ASSEMBLÉES DANS LES LIEUX OÙ LES FEMMES SE TROUVAIENT, LE MOUVEMENT A PERMIS À CHAQUE FEMME DE TROUVER SA PLACE DANS LA GRÈVE.

Ce collectif, très hétérogène, a permis de créer des espaces de rencontres féministes, transversales, autonomes et artisanes.

Après avoir vu 400 000 personnes prendre la rue pour crier leur indignation, le collectif doit amener de la continuité. Lors de la réflexion sur comment organiser la prochaine manifestation (celle de 2016), une dispute éclate au sein du collectif. Pour régler cela, un appel large à rejoindre des assemblées est envoyé aux collectifs féministes, aux organisations politiques, syndicales et à toutes les personnes déjà organisées pour créer la suite de la mobilisation.

En 2016, la mobilisation reprend de l'ampleur et le message *Vivas Nos Queremos* (nous resterons vivantes) s'ajoute au désormais célèbre *Ni Una Menos*, tout en préservant comme objectif la lutte contre les féminicides. Une énorme manifestation est organisée. Les mouvements féministes se portent bien, 80 000 personnes se joignent aux rencontres plurinationales des femmes en 2016. Lors de ces rencontres, les femmes apprennent le féminicide cruel de Lucia Perez qui sera relayé dans la presse et les médias d'une manière très banale.

Lors d'une assemblée, pour dépasser l'hommage et l'expression de leur colère, les femmes décident de se mettre en grève pour lutter activement et plus simplement, se mobiliser. La décision est prise de convoquer, en seulement une semaine, une grève des femmes. Grâce aux contacts développés avec différents collectifs dans la région, 15 pays d'Amérique latine, mais aussi des femmes migrantes aux USA, rejoignent et partagent l'appel à la grève. Les syndicats sont pris de cours par la rapidité de la mobilisation, mais ils décident quand même d'aider logistiquement et de permettre aux femmes de se déclarer en grève.

Pendant une semaine, les femmes du collectif ont travaillé à mettre en contact les travailleuses avec les femmes évoluant dans l'économie informelle et populaire, pour les inclure dans le mouvement féministe, croiser les femmes d'horizons différents, augmenter la capacité de mobilisation, mais aussi d'interlocution. Parler de grève permet aussi de parler d'une arme de lutte que de nombreuses femmes connaissaient déjà sans être nécessairement dans les mouvements féministes.

Le mouvement prend alors une ampleur internationale, notamment en Italie avec *Non Una Di Meno*. Cette reprise de la mobilisation permet de tisser des liens internationaux, un appel international à une grève des femmes le 8 mars est lancé en 2017. Le travail est cette fois-ci plus délicat avec les syndicats, ces derniers ne voulaient pas se voir déposséder de « leur » outil de lutte, historiquement un outil du mouvement ouvrier,

« EN PRENANT EN COMPTE TOUTES LES FORMES DE TRAVAIL ACCOMPLI PAR LES FEMMES, ON A PU ASSISTER À UNE DIVERSIFICATION DES REVENDICATIONS ET DES TACTIQUES DE GRÈVE

pas du mouvement féministe. Les femmes ont donc commencé à travailler à l'intérieur des syndicats, à pousser au sein des structures pour faire suivre l'appel à la grève. L'objectif était de faire bouger les lignes dans tous les espaces politiques.

En janvier 2017, un communiqué d'appel aux femmes à la grève sort, il est partagé plus que largement. Réunir des jeunes, des moins jeunes, des gens organisés dans des structures politiques, des syndicats, des gens qui ne l'étaient pas, était une véritable victoire pour le mouvement. L'objectif de créer des espaces politiques était atteint. En organisant des assemblées dans les lieux où les femmes se trouvaient, le mouvement a permis à chaque femme de trouver sa place dans la grève.

Cet appel massif dans tous les secteurs a permis de diversifier les techniques de grève. Par exemple, les femmes paysannes en Uruguay ont voulu faire grève contre les produits agrottoxiques, elles étaient directement concernées par les impacts négatifs des intrants chimiques. Les femmes de l'économie informelle, dans les écoles, les mères de mai qui luttent pour les droits humains, toutes ont pu s'approprier l'appel à la grève pour créer de nouvelles manières de faire grève. Cela a permis de mettre en lumière qu'il n'existait pas seulement le travail formel, mais aussi le travail reproductif, informel et paysan. En prenant en compte toutes les formes de travail accompli par les femmes, on a pu assister en Argentine et ailleurs dans le monde à une diversification des revendications et des tactiques de grève.

Le collectif *Ni Una Menos* a dû s'adapter et reconnaître qu'il devenait un véritable mouvement. Un gros travail a donc été engagé sur l'horizontalité de sa structure. Elle n'est pas fixe, formelle, traditionnelle. En Argentine, pour contrer une organisation trop formelle, le mouvement s'est organisé localement : quand il y avait un conflit dans un lieu de travail, en lien avec la place des femmes, le mouvement permettait à ces dernières de se structurer autour de la question féministe dans cet espace.

Ce mouvement n'est pas juste une mobilisation de masse d'une journée de grève, mais un véritable processus politique. Le mode d'organisation choisi pour la suite du mouvement de grève s'est imposé pour son rôle d'accumulation et de multiplications de forces, de luttes locales. Dans les usines, dans les zones de territoires en lutte, dans les campagnes, dans les quartiers, des assemblées sont organisées chaque fois que c'est nécessaire, de manière autonome, toute l'année, en s'appuyant sur les appels à la grève annuels. Cette forme d'organisation a par exemple permis à des femmes licenciées d'une usine de créer « *Pas una trabajadora en menos* », et au mouvement indigène de lancer « *Pas un mapuche de menos* ».

L'accumulation de force prime sur l'accumulation de chiffre même si le mouvement *Ni Una Menos* a permis de rassembler jusqu'à 2 millions de femmes dans les rues quand le sénat argentin a rejeté la loi pour la légalisation de l'avortement. Cette multiplication des forces a aussi permis de créer une culture de la mobilisation féministe, là où se trouvent les femmes en lutte, tout au long de l'année.



Coatlicue Statue: Josie Chammels the Goddess by Crystal Galindo; Credit: Courtesy Mujeres de Maiz

LES FÉMINISMES DANS LA LUTTE CONTRE LE LIBRE-ÉCHANGE

PAR ZOÉ

PARLER DE LA PLACE DES FEMMES ET DES MINORITÉS DE GENRE DANS LES LUTTES CONTRE LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE (ALE), C'EST PARLER D'UN ANGLE MORT. COMME MILITANT·E·S, NOUS AVONS CONSCIENCE QUE CES ACCORDS SONT NÉFASTES POUR LA DÉMOCRATIE, POUR L'AGRICULTURE OU ENCORE POUR LES TRAVAILLEURS, ON SAIT MOINS EN QUOI ILS AFFECTENT PARTICULIÈREMENT LES FEMMES À TRAVERS LE MONDE.

Certes, les traités de libre-échange concernent tous les citoyens, mais leurs effets s'exercent différemment en fonction des différentes oppressions vécues par les personnes minorisées. Quand on s'attarde sur les conséquences négatives des ALE, on note d'ailleurs assez vite que les femmes sont touchées plus durement et que ce sont souvent elles qui se mobilisent contre les conséquences directes de ces accords : santé des enfants, montée du chômage rural, accroissement de la faim, inégalités, dette des ménages. Nous devons reconnaître cette spécificité et apprendre de nos erreurs. Ce texte est une invitation à mener un travail d'analyse féministe du libre-échange et à l'inclure dans nos luttes.

Quel est l'objectif commun derrière ces différents types d'accords ? Notons tout d'abord, que les mots *accords*, *échanges*, *transnationaux*, *traités*, *bilatéraux*, qui nous servent à mettre des mots et des images sur la matérialisation de l'économie globalisée, sont des chimères puisqu'on est face à des traités négociés dans la plus grande discrétion, souvent signés et ratifiés après des mois de pression entre des partenaires inégaux sans remise en cause possible ou presque. Ces traités ont comme vocation à inclure tous les aspects de la vie

sociale, économique, culturelle dans une logique capitaliste d'échanges globalisés. Selon Garciela Rodriguez (de l'institut brésilien EQUIT - genre, économie et citoyenneté globale), ils tirent également profit de l'avantage comparatif issu de l'inégalité hommes-femmes à travers le monde.

Pour les défenseurs du néo-libéralisme, ces accords seraient positifs pour les femmes, ils leur permettraient d'avoir accès au marché du travail, de participer activement à la vie économique, sociale, culturelle et politique. On voit ici pointer le nez d'un féminisme libéral qui considère la mise à l'emploi comme émancipateur. Les femmes gagneraient donc à sortir du domicile qui les enferme et elles éviteraient de la sorte toutes les oppressions liées à la place qui leur est assignée dans la société. Or si on regarde de plus près les prétendues créations d'emplois générées par les ALE et les investissements sur lesquels se concentrent les accords, on remarque qu'ils sont réalisés principalement dans le secteur de l'extraction, vers les grandes plantations agricoles dédiées à l'exportation et vers des zones franches comme celles qui existent au Mexique situées à la frontière avec les États-Unis.

Les conditions de vie et de travail dans ces zones franches furent mises en lumière après le tremblement de terre du 19 septembre 1985 qui dévasta un quartier entier d'usines textiles dans une maquiladora (zone franche mexicaine). Après ce drame, qui donna son nom au premier syndicat de femmes des maquiladoras, on découvrit des travailleuses non déclarées et sans droits dans des usines clandestines, qui trimaient pour un salaire de misère à un rythme de travail effréné.

Trente ans plus tard, *Sin Embargo*, un média d'investigation à dresser le portrait actuel des maquiladoras : rien ne s'y

« REPENSER LES RAPPORTS DE DOMINATION, RECRÉER DU LIEN ENTRE L'ENVIRONNEMENT ET L'HUMAIN POUR PENSER LES LUTTES DANS LEUR GLOBALITÉ, ET SE RÉAPPROPRIER, EN TANT QUE FEMMES, CE DONT NOUS AVONS ÉTÉ DÉPOSSÉDÉES.

est amélioré, la situation est même pire. Pour faire face à la concurrence des pays asiatiques, il y a toujours moins d'ateliers déclarés. Le fait que bon nombre d'ateliers de confection ne soient pas officiels, entraîne directement une précarisation des femmes qui travaillent sans contrat déclaré et pour un salaire en deçà des standards nationaux. Si l'on se penche sur le profil de ces travailleuses, on apprend que ce sont des femmes issues d'une immigration intérieure au sein du pays, qu'elles viennent souvent de la campagne, souvent mères célibataires avec un faible niveau scolaire.

Un autre élément à prendre en compte si l'on veut faire une analyse féministe du libre-échange c'est le travail domestique des femmes, ce que la théorie féministe appelle le travail reproductif (travail ménager, éducation, santé, gestion financière des ménages). Ce n'est pas parce que les femmes sont intégrées sur le marché du travail qu'elles n'ont plus cette charge du travail domestique. Si la division du travail productif/reproductif n'est pas remise en cause, cela provoque une multiplication de la charge de travail pour les femmes. L'entrée massive des femmes sur le marché du travail entraîne une féminisation de la pauvreté, une montée et une accélération de la charge de travail globale des femmes.

L'une des définitions de la globalisation que je préfère est celle de Starhawk, sorcière écoféministe, dans son livre « Quel monde voulons-nous ? » : « *L'ensemble de ce que nous nommons globalisation suppose la destruction du lien avec notre environnement. Le système économique capitaliste global a forcé des millions de personnes à se déplacer. Il a besoin d'une force de travail faite de gens mobiles et faciles à remplacer, qui peuvent être recrutés si la demande pour un produit est élevée, et renvoyés ou transférés ailleurs quand elle est basse. (...) toute l'idéologie de l'efficacité et de l'intégration vise à justifier un système économique dans lequel aucune région n'est autosuffisante, dans lequel les ressources du globe tout entier sont disponibles sans contrainte pour les entreprises qui souhaitent les exploiter et dans lequel le monde entier est un seul et vaste marché. Les multinationales et les entreprises sont elles aussi déplacées — elles ne sont plus liées à, ou responsable devant, quelque communauté locale que ce soit. Elles sont libres de prendre, et de laisser lorsque les règlements locaux deviennent trop coûteux ou la main d'œuvre trop exigeante.* »

J'aime bien cette définition de Starhawk, car elle illustre selon moi le principe de destruction des communautés inhérent aux traités de libre-échange : destruction des liens humains par le déplacement des personnes, majoritairement des femmes qui portent les communautés, mais aussi destruction des liens entre l'humain et l'environnement. Les communautés ne sont plus à même de lutter pour leur environnement, car elles ne sont plus suffisamment fortes et elles n'ont plus d'interlocuteurs à rendre responsables de la destruction des liens

humains et environnementaux. C'est là où l'on retrouve tout le cynisme des conséquences dramatiques du libre-échange : une impossibilité de lutter directement et frontalement, de nommer les responsables et de les combattre.

Au Brésil, le Mouvement des Sans-terre (MST) tente d'adresser ces questions. Les femmes de ce mouvement font face à l'accaparement des terrains agricoles pour des projets agro-industriels, au détriment de l'agriculture paysanne et vivrière dont elles détiennent pourtant une partie du savoir. Le MST est un mouvement porté par les communautés qui connaissent leur environnement, ce qui fait d'elles et d'eux des personnes capables de porter leur lutte et d'y apporter des solutions.

Concernant la destruction des communautés de vie, il nous faut aussi parler du rôle des privatisations et de la dette. Les libéralisations mises en place dans le cadre des traités ont entraîné une diminution voire une disparition des services publics, notamment en lien avec la santé et l'alimentation. Disparition à laquelle les femmes ont dû palier, et bien que la dynamique de privatisation soit mondiale, elle a particulièrement touché les pays dits du Sud, entraînant la migration des femmes du sud vers le nord, ou à échelle nationale des campagnes vers les villes.

Concernant la dette, Luci Cavallero et Verónica Gago, toutes deux activistes féministes argentines, ont rédigé une analyse féministe du système de la dette qui peut se résumer de manière non exhaustive de la sorte : « *Le néolibéralisme a trouvé une autre manière de s'imposer : par la création de dettes publiques et privées : d'un côté les états sauvent les banques et pratiquent ensuite des politiques d'austérité et d'un autre, les privatisations et les coupes dans les services publics poussent les individus vers la création de dettes privées, de crédits.* » Les personnes les plus durement touchées par ces dettes sont encore une fois les femmes, elles le sont de manière systématique, selon toute une série de principes dont j'ai parlé avant : travail domestique gratuit, migration forcée, travail dans les zones franches, destruction des communautés, etc. Et notamment, car ce sont elles qui gèrent les budgets des familles et des communautés.

Quelles sont donc nos pistes pour lutter contre ces accords, d'un point de vue féministe ? Dans « La révolution féministe », Aurore Koechlin théorise une quatrième vague du féminisme en tant que réponse aux attaques du patriarcat sous le système capitaliste. Au départ de l'Inde en 2012 et de l'Argentine en 2015 avec le mouvement *Ni una menos*, des femmes s'organisent localement pour monter des grèves contre des enjeux globaux : inclusivité des minorités de genres, lutte contre les féminicides, revendications anticapitalistes, anti-globalisation et liées à la visibilisation du travail domestique. Les grèves de femmes sont autant de réponses aux attaques du système économique mondial. Pensons global, agissons local. C'est aussi une théorie que l'on retrouve dans l'écoféminisme politique : repenser les rapports de domination, recréer du lien entre l'environnement et l'humain pour penser les luttes dans leur globalité, et se réapproprier, en tant que femmes, ce dont nous avons été dépossédées.

Sources :

- Aurore Koechlin, *La révolution féministe*, Amsterdam/Multitudes, 2019
- Starhawk, *Quel monde voulons-nous ?* Cambouraki, 2019
- CADTM, *Analyses écoféministe*
- CETRI, *Le genre des accords de libre-échange*, cetri.be, 2017
- CETRI, *Accord de libre-échange : dynamiques, enjeux et résistances*, cetri.be, 2019
- CETRI, *Les mouvements paysans*, Alternatives Sud, 2013
- CETRI, *Mouvements de femmes*, Alternatives Sud, 2016

¹ Dans ce texte, le terme « femme » recouvre la définition suivante: personne s'identifiant et/ou étant identifiée en tant que femme.



CANTINES POPULAIRES, AUTONOMIE ET QUARTIERS POPULAIRES

PAR LESDODOS.ORG

UN FESTIVAL DES CANTINES AUTOGÉRÉES S'EST TENU EN SEPTEMBRE À LA PAROLE ERRANTE DANS MONTREUIL À PARIS. LA PAROLE ERRANTE EST UN CENTRE SOCIAL AUTOGÉRÉ, UNE CANTINE AUTOGÉRÉE « GRAINE POP DES LUTTES » ET AUSSI UN CAFÉ-LIBRAIRIE. CE FESTIVAL FUT L'OCCASION D'UNE SEMAINE DE RENCONTRE ENTRE CANTINES, ATELIERS, CONFÉRENCES, DISCUSSIONS, CONCERTS ET SPECTACLES. CES NOTES SONT ISSUES DES QUELQUES DERNIERS JOURS DU FESTIVAL ; ELLES S'ÉTENDENT AUX PROPOS DE DYNAMIQUES ET DE RÉFLEXIONS QUI SE CÔTOYAIENT DANS LE FESTIVAL ET QUI SEMBLENT REFLÉTER LES RÉALITÉS QUE J'EN CONTRAÎLORS DU FESTIVAL.

Ce qui fut remarquable et si digne d'intérêt, c'était l'impression de voir exister concrètement un cheminement de pensée qui interroge sans cesse la question de l'autonomie et des luttes des quartiers populaires, avec un impact social et politique visible. Toutes les discussions et conférences articulées autour de ces questions étaient d'autant plus pertinentes et réjouissantes que l'on pouvait sentir sincèrement que *La parole errante* avait réussi au moins quelque peu à s'ancrer dans un quartier, et que la cantine autogérée avait pris un sens vivant. Cette situation rendait les questions plus attrayantes — elles franchissaient l'épreuve du réel — elles remplissaient leur sens.

La question de l'autonomie était au centre des discussions et des conférences. Si les cantines autogérées sont un moyen collectif pour subvenir à un besoin fondamental, elles sont plus encore un moyen pour faire se rencontrer des personnes, tisser du lien et mettre en forme un réseau d'auto-organisation. C'est intimement lié à la question de l'autonomie des luttes — lorsqu'il ne s'agit plus de déléguer des revendications — mais de déterminer à neuf les façons de gérer le quotidien par soi-même.

Les cantinières de la Commune de Paris en 1871 s'étaient organisées afin d'approvisionner les barricades et de garantir à tout le monde de la nourriture. On les compte parmi les premières cibles de la répression. Les cantines étaient le résultat d'une auto-organisation populaire remarquable, un centre logistique dans l'organisation de la Commune, pour la simple et bonne raison qu'il fallait nourrir tout le monde.

Une occupation autonome ne pourrait subsister sans approvisionnement continu. On a entendu récemment parler de la ville de Quito qui a subi plus d'une semaine de siège par le gouvernement équatorien. Celui-ci a annoncé le recul de ses mesures, mais les individus descendus dans la rue ne semblent pas résolus à renoncer à leur moment de renversement ni à se résoudre à des négociations. Quelque chose de plus fondamental est en jeu. Et durant le siège, l'autonomie s'organise ; des cantines se mettent en place au même moment que des assemblées populaires se construisent. Ceux et celles qui ont



Une cantine municipale pendant le siège de Paris, 1870-1871.

« ON VOIT DANS LA CANTINE AUTOGÉRÉE SE FORMER LES TRAITES STRUCTURANTS D'UNE ARCHITECTURE NON HIÉRARCHIQUE, SOLIDAIRE — ET DONC, RÉVOLUTIONNAIRE —

participé à cette longue semaine de révolte n'ont pas gagné uniquement sur le recul du gouvernement, mais aussi une expérience inestimable de l'insurrection et de l'auto-organisation.

Au fond, on voit dans la cantine autogérée se former les traits structurants d'une architecture non hiérarchique et solidaire — et donc, révolutionnaire — dans un moment fort auquel elle participe activement et dont elle serait, dans l'idéal, isomorphe. Un espace qui prend les gestes de l'autogestion et des rapports humains décolonisés de la marchandise. La cantine occupe une place déterminante dans les moments d'autonomie politique qui se fondent contre la domination. Elle est un espace non hiérarchique où se côtoient et se socialisent des individus, un outil collectif mis en place afin d'assurer de la nourriture et servant à leur émancipation. Elle revêt donc, déjà dans le quotidien, les formes libérées et égalitaires telles qu'on les voit se dessiner volontairement lors des soulèvements révolutionnaires.

Soit la cantine apparaît plutôt comme un outil directement au service de l'autonomie, soit il semble qu'elle soit plutôt née de la contrainte chez un groupe ou une population qui doit s'organiser au sein de la société de façon plus autonome afin de subvenir à ses besoins, et qu'elle devient ensuite motrice d'émancipation. Sans doute, la situation est composée de ces intentions diverses. Et la réflexion semble devoir être conduite avec plus d'assiduité encore dans le cas qui est le mien, en tant que militant non issu d'un quartier populaire, afin de déterminer les lignes de pertinence d'actions sociales et politiques telles qu'une cantine autogérée et populaire. Ces questions recourent celles de l'introduction, et restent prégnantes dans le cours des prochains paragraphes — tout comme elles étaient sensibles à la Parole. **Quelles sont les raisons propres qui fondent les nécessités d'une cantine ? Et comment se situer dans cette pratique, du point de vue militant, par rapport aux luttes dans les quartiers populaires ?**

La nourriture est un besoin fondamental concernant certes tout le monde, mais dont l'accès et la qualité sont distribués de façons inégales. Les conférences ont posé systématiquement le lien entre l'autonomie et la lutte dans les quartiers populaires. L'inégale répartition dans l'accès à une nourriture saine, et de la présence dominante de malbouffe dans les quartiers populaires, est directement lié à un processus d'isolement, d'exploitation et de discrimination à l'égard d'une population pauvre, souvent issue de l'immigration. La cantine autogérée est une potentielle réponse politique et collective face à une situation formée par une double exploitation liée à l'origine et à la classe. Saïd Bouamama rappelle comment l'autonomie dans les quartiers populaires a été, en réalité, une contrainte issue de l'immigration post coloniale. Ces personnes, figées dans un statut d'étrangeté, furent écartées de toute représentation politique, spatialement mises à l'écart des centres politico-économiques et dépourvues de conditions d'accès faciles aux moyens de survie. Elles et ils durent s'unir pour vivre face à des conditions de traitement qui leur étaient défavorables. Ayant été relégués continuellement au second plan dans les

programmes politiques et syndicaux, il leur fut d'autant plus nécessaire d'ordonner leur propre agenda. Une lutte qui représente pleinement la situation vécue par une population, discriminée à la fois par sa classe et par son origine.

Donato Tagliapietra donna une conférence sur l'autonomie ouvrière vicentine des années 70 pour qui le besoin de faire de la politique autrement était similaire. Il ne s'agissait plus de se faire représenter ou de revendiquer, mais de concrétiser matériellement de nouvelles façons de vivre, sans médiation. Il fallait casser chaque moment de commandement et s'octroyer la légitimité de prendre ce dont on avait besoin. Cela formait une somme de pratiques conflictuelles avec le monde de la marchandise qui constituaient, au quotidien, la positivité d'une attitude d'autovalorisation prolétarienne. La généralisation de ces comportements de résistance prenait l'allure d'une affirmation de masse, qui passait par la réappropriation de besoins et de moments concrets.



Centre social à Milan, 1976

Sur une brochure d'octobre 2015 concernant des rencontres organisées à *La Parole* au sujet des cantines (donnant naissance plus tard à la cantine autogérée « Graine pop des luttes »), la feuille s'ouvre sur un extrait du livre *La Horde d'or* : « Les centres sociaux occupés sont une tentative de donner une expression autonome et un contenu positif à l'augmentation du temps de non-travail [...] pour avoir des effets politiques et détruire ce qui mérite de l'être, l'intellectualité de masse ne peut se borner à une série de refus. En partant de ce qu'elle est, elle doit matérialiser, en positif et sur un mode expérimental et constructif, ce que les hommes et les femmes pourraient faire hors du rapport de capital. »

On peut imaginer et sentir immédiatement le pouvoir expressif d'une cantine à faire valoir et à socialiser des pratiques de vies collectives en rupture avec le monde marchand ; à sa façon de composer du commun, et de vitaliser des pratiques concrètes autour d'un besoin commun. Elle se trouve rapidement dépassé par les potentialités de savoir-vivre qu'elle agrège. Se tracent ici collectivement les moyens de subvenir à nos besoins, de les tenir hors du champ du capital.

« UNE CANTINE MOBILISE UNE SOMME DE PRATIQUES ET D'INTERACTIONS, UNE FAÇON DE VOULOIR VIVRE NOS RAPPORTS SOCIAUX, ELLE DOIT POUR CELA PARVENIR À ACCUEILLIR L'AUTRE TEL QU'ELLE OU IL EST, AVEC SES CONTRADICTIONS, SES DÉTERMINATIONS SOCIALES

En tant que militantes, nous pourrions penser et concevoir la cantine autogérée comme la possibilité de construire un espace solidaire qui rassemble, partage, et se structure en dehors des rapports marchands à partir d'un besoin très concret.

Ce rapport d'ancrage de l'action militante dans les milieux sociaux défavorisés se pose inévitablement dans l'idée de création d'une cantine. Une cantine mobilise une somme de pratiques et d'interactions propres à une façon de vouloir vivre nos rapports sociaux, et elle doit pour cela parvenir à accueillir l'autre tel qu'elle ou il est, avec ses contradictions, ses déterminations sociales, etc.

Il faut donc entretenir une pratique réaliste, c'est-à-dire ancrée dans la réalité de l'autre — de son public. Saïd Bouamama nous met en garde face au danger de coupure constant entre le militantisme et le quotidien des quartiers ; entre des discours de plus en plus révolutionnaires, mais de moins en moins audibles pour les quartiers. La question du lien entre l'action militante et la réalité des quartiers, était régulièrement mise en lumière durant le festival, poussant naturellement à repenser nos pratiques afin de tendre, toujours, vers une meilleure complicité et une meilleure efficacité des luttes dans les quartiers populaires.

En fait, la cantine est un espace de convergence des volontés, où se rencontre du concret ; où se fabrique du commun et du local ; où à partir de réalités concrètes, se tissent des façons de vivre originales ; où l'on fait de l'anticapitalisme avec un peu d'espace et d'ingrédients. C'est un point de convergence, de soudure et de départ vers l'autonomie, où l'on apprend à gérer collectivement une façon de répondre à nos besoins.

La fin du festival se consacra au réseau de l'Internationale de la Boulangerie Mobile (IBM). Ce réseau est né de la volonté de

mettre en lien des boulangers et des boulangères ayant une pratique plus ou moins mobile de la boulange, de lui donner une consistance politique, et de l'inscrire dans une pratique militante. La création d'un réseau facilite la réactivité et l'organisation, lors de besoins momentanés, de grandes quantités de pain: grèves, occupations, camps militants, festivals... En plus de nourrir les luttes, c'est une manière de se réapproprier une pratique et un savoir détenu par le monde traditionnel, et soumis aux normes industrielles. Ces rencontres permettent d'échanger sur les pratiques et de partager des réflexions autour de la boulange. C'est une façon de se renforcer mutuellement dans une pratique contrainte pas les exigences du monde traditionnel et marchand (problèmes de statut, de financement, d'accessibilité au savoir paysan), et de former les conditions de possibilité d'une pratique alternative et politique de la boulange.

En somme, ces quelques jours au festival des cantines autogérées furent riches de réalités, ils étaient matière à me rappeler ce pour quoi on milite, et à faire éclore la question du lien — comme moteur, écho ou rencontre — entre mon activité et quelques bouts de réel qui venaient d'ailleurs. Car on a vite fait de contenir ses façons de voir et d'agir dans quelques formes élaborées et éloignées parfois du monde ; entretenues au quotidien dans un langage propre qui n'est bientôt plus que le sien. Je ne voudrais pas renoncer au langage qui, dans certaines situations, donne si bien voix à mes actions ; mais savoir aussi lire et écouter plus loin — ailleurs —, là où les situations ne m'appartiennent pas. Il faut savoir entendre les souffles et les contestations dans les fragments les plus sensibles et premiers : chaque cri de révolte a d'abord pris les mots de quelque chose de concret. Bref ce furent quelques jours où l'on sentit la volonté de faire rencontrer des mondes et d'unir les forces ; où le vif chemin des rencontres tournait au même principe d'enrichissement : inventer collectivement et dès maintenant, notre avenir.

« LA CANTINE EST UN ESPACE DE CONVERGENCE DES VOLONTÉS, OÙ SE RENCONTRE DU CONCRET; OÙ SE FABRIQUE DU COMMUN ET DU LOCAL; OÙ À PARTIR DE RÉALITÉS CONCRÈTES, SE TISSENT DES FAÇONS DE VIVRE ORIGINALES; OÙ L'ON FAIT DE L'ANTICAPITALISME AVEC UN PEU D'ESPACE ET D'INGRÉDIENTS.



Grève des fougères, chargement de pain destiné à la Bourse du Travail



PIERRE DARDOT EST PHILOSOPHE ET CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ PARIS-NANTERRE. AVEC LE SOCIOLOGUE CHRISTIAN LAVAL, IL ANIME LE GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE «QUESTION MARX». ILS ONT PUBLIÉ ENSEMBLE PLUSIEURS LIVRES (LANOUELLERAISON DUMONDE, COMMUN -ESSAIS SUR LA RÉVOLUTION AU XXIÈME SIÈCLE, CE CAUCHEMAR QUI N'EN FINIT PAS). LEURS RECHERCHES SUR LA NATURE DU NÉO-LIBÉRALISME ET DES COMMUNS PEUVENT NOUS AIDER À MIEUX APPRÉHENDER LA COMPLEXITÉ DE EN JEUX GLOBAUX ET À DÉFINIR DES PISTES D'ACTION ET DES SORTIES DU CAPITALISME. NOUS L'AVONS INTERVIEWÉ CE MOIS DE NOVEMBRE À L'OCCASION D'UN SÉMINAIRE À L'ULG.

- Pourquoi est-il si difficile d'en finir avec ce type de politique, qualifié de néo-libérale, malgré tous les dégâts que l'on peut observer ?

Le néo-libéralisme s'incarne dans des programmes politiques défendus par des partis, mais ce n'est pas que cela. Il y a des partis qui se réclament ouvertement de celui-ci, mais ils ne sont pas beaucoup et la plupart du temps, ils font des politiques néolibérales sans s'en réclamer ouvertement. Le néo-libéralisme est essentiellement un mode de gouvernement des hommes qui établit partout où il le peut des situations de concurrence. À travers la surveillance et surtout l'auto-contrôle, on incite les sujets à se conduire comme des entreprises. Une entreprise publique française qui était une sorte de modèle, EDF, a intégré elle-même les méthodes de gestion managériale. Ces mécanismes d'incitation qui servent à orienter la conduite des individus ont été testés pour être ensuite étendus. On est à l'opposé de ce scénario imaginaire où l'État est assiégé par le marché, ce n'est pas comme ça que le néo-libéralisme s'est infiltré à toutes les sphères de la société.

« LES POLITIQUES RÉFORMISTES QUI CONSISTENT À CONQUÉRIR L'ÉTAT POUR S'EN SERVIR COMME LEVIER DE TRANSFORMATION C'EST MORT. POUR UNE RAISON TRÈS SIMPLE, L'ÉTAT, LUI-MÊME, S'EST TRANSFORMÉ.

D'ailleurs, l'alternance droite-gauche ne met pas du tout fin à ce mode de gouvernement, on s'en aperçoit aussi bien en France qu'en Belgique, que dans d'autres pays. Les équipes des différents partis peuvent se succéder, mais le fond de la politique ne change pas. C'est ce qui a frappé beaucoup de gens qui n'avaient pas cette idée au départ, qui se disaient : « Il va suffire de porter une équipe de gauche au pouvoir pour qu'elle rompe avec ça ». Cela été totalement illusoire, aussi bien en Europe qu'en Amérique latine.

On a parlé un moment de dépassement du néo-libéralisme par des politiques menées à la tête de certains états comme le Brésil, l'Équateur. Mais il n'a pas été dépassé du tout, il a été plus ou moins atténué dans les chocs qu'il produisait sur les populations à travers des dispositifs de filet de sécurité. Ces gouvernements n'ont pas remis en cause le mode de gouvernance en lui-même. La lutte contre le néo-libéralisme doit s'inscrire dans la longue durée, les militants et les activistes ne doivent pas entretenir d'illusion là-dessus.

« CE N'EST PAS PARCE QUE LES POLITIQUES NÉO-LIBÉRALES VIVENT UNE CRISE DE LÉGITIMITÉ QUE POUR AUTANT ELLES NE PEUVENT SE SAISIR DE LA CRISE POUR ACCÉLÉRER LE RYTHME DES RÉFORMES.

Vous décrivez un cadre assez fermé au niveau des possibilités de changement, est-ce que des politiques réformistes sont encore possibles ?

Les politiques réformistes qui consistent à conquérir l'État pour s'en servir comme levier de transformation de la société, ça c'est mort. Je le dis de manière extrêmement nette, pour une raison très simple, l'État, lui-même, s'est transformé. On fait souvent comme si c'était un instrument neutre qui pouvait être employé dans différents sens. L'État est complètement transformé du point de vue de son régime interne. Et cela n'est pas sans incident sur la façon dont on peut s'en servir. Souvent les gens qui arrivent au pouvoir sont d'emblée assez vite pris par la logique interne de l'État qu'ils ont conquis. De plus en plus de politiciens avouent qu'ils sont impuissants, qu'on ne peut pas faire grand-chose. Ces éléments sont invoqués en guise d'excuses par des gens qui font des promesses pour se faire élire, c'est dramatique. Il y a d'ailleurs un retour de bâton assez dur de la part des électeurs. Les partis sociaux-démocrates se sont effondrés, ils n'ont plus la marge de manœuvre qu'ils pouvaient avoir avant, et cela mine leur crédibilité auprès de leurs propres électeurs. C'est la logique qui est enrayée, cette logique qui consistait à imposer un rapport de force pour pouvoir arracher quelque chose dans des négociations. Quand vous êtes devant un bloc qui précisément ne veut pas négocier, les choses deviennent compliquées. Un des effets du néolibéralisme est d'avoir réduit considérablement, en une peau de chagrin, l'espace qui était celui du réformisme social-démocrate « classique ».

Après la crise financière et mondiale de 2008, on n'aurait pu penser qu'un changement de cap allait être mis en place, qu'on allait faire marche arrière vis à vis des politiques néolibérales, cela n'a pas été vraiment le cas.

Il n'y a pas eu de marche arrière, mais plutôt une radicalisation. Juste après la crise de 2008, Sarkozy a fait des annonces, il fallait absolument réformer, moraliser le capitalisme. Cela a duré 6 mois. Le néo-libéralisme met à profit les crises pour aller toujours plus de l'avant dans l'imposition d'un certain nombre de normes. Il exploite les crises, celles-ci ne l'affaiblissent pas alors qu'on pourrait avoir cette impression. Du point de vue de la légitimité, il en prend un coup, c'est indéniable. Mais ce n'est pas parce que les politiques néo-libérales vivent une crise de légitimité que pour autant elles ne peuvent se saisir de l'opportunité que constitue la crise pour accélérer le rythme des réformes.

On peut observer en ce moment une vague de révoltes populaires contre des gouvernements qui n'hésitent plus une seconde à utiliser un niveau de violence assez inouï contre leur propre population, vivons-nous une phase autoritariste du néo-libéralisme ?

C'est ce qui se passe, en partie, en France. Macron essaie d'avoir de la continuité dans son mode d'action à travers des biais parfois surprenants. Avec les gilets jaunes, il a combiné

un mode hyper répressif et un simulacre de démocratie participative avec les fameux grands débats, en s'appuyant sur les maires. C'est un pouvoir qui s'est montré capable de rejouer la carte des maires alors que pendant un an il les avait totalement méprisés au point de leur retirer de l'argent massivement. On est face à une combinaison à la fois déroutante et subtile : d'un côté Castaner, le visage de la brute épaisse, que certains ont appelé l'éborgneur en chef, et puis de l'autre côté, on a ce simulacre de démocratie. Il faut faire attention aux formes que ce mode de gouvernement des hommes peut prendre, on n'est pas au bout de nos surprises. Il faut se préparer à ça, essayer de ne pas être désorienté.

Il y a toujours eu une dimension autoritaire au néo-libéralisme. Aujourd'hui, dans un pays comme le Chili, la police et l'armée retrouvent des postures et des attitudes qui avaient été les leurs pendant la dictature de Pinochet. Piñera, l'actuel président du Chili est la parfaite incarnation de ce néo-libéralisme autoritaire. Au Chili, il y a maintenant plus de 45 morts, 120 disparus, des cas de tortures et de viols dans les commissariats. Des jeunes, souvent sans-emplois sans travail, se sont soulevés face à ce gouvernement suite à la hausse du ticket de métro, en particulier aux heures de pointe. Le ministre du Transport a déclaré que les jeunes feraient mieux de se lever plus tôt pour prendre les transports quand ça coûte moins cher, c'est terrifiant. L'opposition à Piñera représente quelque chose de plus qu'un mouvement social au sens traditionnel du terme. À partir du moment où les gens n'en peuvent plus, où le couvercle de l'oppression fait que cela bouillonne à l'intérieure et que cela explose, ça prend une forme émeutière et cela me paraît de nature à pouvoir instaurer un rapport de force différent. Piñera a qualifié les manifestants de criminels organisés, de délinquants. C'est une déclaration de guerre à sa propre jeunesse.

Quelles pistes de sorties proposez-vous alors pour sortir de ce cauchemar ?

On ne peut plus se contenter du cadre actuel, il faut créer de nouvelles institutions. Certains essaient d'investir encore les institutions actuelles. Par exemple, le municipalisme est en vogue en Espagne. Ce n'est pas une voie qu'il faut fermer a priori, au contraire, mais il faut être capable, de réfléchir à ce que cela implique comme enjeux. Il faut faire attention à ne pas miner l'alliance nécessaire avec ceux à qui l'on doit sa victoire. On rencontre ce problème à Barcelone dirigé par *Barcelona en Comú*. La maire de Barcelone, Ada Calau, était une activiste du logement et maintenant, elle est au pouvoir avec d'autres. Les liens se sont relâchés et fatalement, les institutionnels font des choses qui déplaisent aux militants. Ils doivent trouver une manière de gouverner qui renforce les mouvements sociaux, si désagréable que cela puisse paraître pour celui qui est dans la municipalité. Les municipalistes doivent pouvoir s'appuyer sur les mouvements pas seulement pour soutenir leurs mesures, mais pour créer une dynamique où les acteurs et les activistes peuvent peser dans les décisions et dans les orientations de la politique municipale. C'est un des gros problèmes posés par le municipalisme aujourd'hui. Il y a à la fois beaucoup de virtualité, de promesses, de possibilités et en même temps un danger. On n'investit pas des institutions pour les investir, on les investit pour les transformer. Comment le faire ? À l'intérieur de la municipalité, il y a une logique d'inertie terrifiante, les gens de *Barcelona en Comú* s'en sont rendu compte. Il faut donc que l'on soit capable de désenclaver l'administration municipale en faisant en sorte qu'elle puisse s'appuyer sur ces citoyens et que ceux-ci puissent prendre part à des décisions qui les concernent.

J'ai rencontré le maire de Valparaiso au Chili, il a été élu avec 60% des voix, très inspiré par les démarches de type municipaliste. Il m'a expliqué qu'il faisait extrêmement attention à la façon dont les quartiers devaient constituer l'assise de l'autogouvernement municipal. Il considère que dans les quartiers les gens sont dépositaires d'une mémoire locale qu'il faut entretenir, prendre soin et sur laquelle il faut s'appuyer. Avec le municipalisme, il y a des leviers d'actions sur lesquels on peut jouer, mais c'est toujours dans l'optique de renforcer les mouvements sociaux dans leur propre autonomie y compris à l'égard de la municipalité, ou sinon, de mon point de vue cela n'a pas beaucoup d'intérêt.

Les municipalités font partie de territoires nationaux plus grands dont l'orientation leur échappe. Le municipalisme ne peut pas être la seule voie..

Le municipalisme ne suffit pas et je pense qu'on ne peut pas vouloir transformer le territoire administratif de la municipalité en un territoire autogéré, sans tomber dans une douce vue de l'esprit. Par contre, je crois profondément à l'idée qu'on puisse aller au-delà du local en partant du local sans passer par des formes de centralisation à l'échelle de l'Etat-nation.

On a besoin de trans-localisme — pas de l'inter-communisme où on reste prisonnier des découpages administratifs. C'est un gros défi. Cela implique de s'allier à d'autres municipalités et d'ouvrir par-delà le rapport transnational. C'est un des aspects les plus intéressants de la réunion en 2017 à Barcelone « *Fearless cities* » [les villes sans peur]. Cela permet de désenclaver. Ce qui me paraît intéressant c'est de pouvoir constituer une alliance durable avec d'autres municipalités qui ont des projets analogues comme Naples. Il y a un maire qui a municipalisé la gestion de l'eau et il y a un mouvement des communs assez fort. Je vais prendre un exemple concret pour illustrer mon propos. Airbnb est une plaie pour les villes. La municipalité de Barcelone a infligé deux amendes de 600 000€ à la startup, mais cela n'a pas suffi pour les contraindre à donner l'emplacement de toutes les locations. On tape dans le portefeuille, mais cela ne les prive pas de tout moyen d'action. Tant que l'on ne connaît pas l'emplacement global des locations, c'est difficile d'agir sur le tissu urbain or, c'est ça qui est important. On a plein de bonnes intentions, mais on bute sur des situations comme celle-là. C'est avec des alliances entre plusieurs villes que le rapport de force peut être établi.

On est ici dans une démarche différente du réformisme dont on a parlé plus haut. Je pense à quelque chose qui relèverait du fédératif (pas du fédéralisme, on sait bien en Belgique que ça peut être aussi un mode de domination). La construction par en bas d'un certain nombre de réseaux qui débordent et excèdent le local. Construire par en bas. Le fédéralisme belge, canadien, américain s'est construit par en haut, avec une dimension bureaucratique très présente. Nous avons besoin d'institutions nouvelles pour fédérer les communs, mais pas au sens étatique du terme.

À propos des communs, vous avez produit un travail théorique assez imposant sur cette question, comment les définissez-vous ?

C'est important de tout de suite dire ce que les communs ne sont pas pour nous. Dans la théorie économique néo-classique, le commun est un bien au sens économique du terme avec des critères qui permettent de le différencier des biens publics et des biens privés, et l'enjeu est de savoir comment on exploite cette ressource. Le juriste italien Stefano Rodota

a, quant à lui, donné une définition des biens communs, les « *bene comuni* », en tant que choses, certes, mais utiles à la personne pour la satisfaction de ses besoins et pour l'exercice de ses droits fondamentaux. C'est une définition beaucoup plus politique. Mais cela exige d'enjamber, si on pose le problème en termes de droit, les divisions très anciennes entre droit privé et droit public. Cette division est écrasante. Il y a d'un côté le public, l'État qui personnifie l'intérêt général, et de l'autre côté le privé, les intérêts des particuliers. Le privé relève de quelque chose d'opposé ou qui n'a pas de liens directs avec l'intérêt général or c'est une partition qui est totalement ruineuse. Les biens communs essaient de surmonter cette division funeste en proposant quelque chose qui relève de ce que j'appellerais un public non étatique.

Dans notre livre *Communs*, avec Laval, nous évitons de parler de biens communs, on parle de commun. Une ressource que l'on exploite en commun, cela ne fait pas un commun. On veut dépasser ce rapport propriétaire à la ressource. Ce n'est pas comme ça que l'on voit les choses. On pense que le commun a un caractère d'emblée relationnel, c'est une relation vivante entre un collectif d'acteurs humains et d'autre part une réalité qui peut être artificielle (un bâtiment, un quartier) ou naturelle. Cela peut être des choses très différentes.

Nous considérons que dans le commun, il y a cette notion d'obligation, de co-obligation, une responsabilité pensée comme un lien à l'égard d'une réalité naturelle ou artificielle prise en charge. Cela requiert un sentiment de réquisition, on doit se sentir requis par la réalité que l'on prend en charge. Ce sentiment d'obligation à l'égard de ce que l'on prend en charge permet le développement d'une certaine forme d'amitié politique entre les acteurs humains eux-mêmes. Si ce sentiment de dépendance vis-à-vis de quelque chose qui est vulnérable et qui requiert notre soin se perd, à ce moment-là, l'amitié politique entre les acteurs du collectif humain va elle-même se déliter et se perdre en même temps que le commun.

En Argentine, j'ai rencontré des gens de la coopérative *El CorreCamino*, ce sont des cartoneros, ils ramassent des cartons dans les rues et fabriquent ensuite des objets pour les vendre. Une personne avec laquelle je discutais m'a dit : « *Ce que nous on propose, c'est un service public. On accomplit à l'échelle de la ville un service public, mais en même temps on est autonome à l'égard de l'état, on ne reçoit aucune subvention. On fait le travail, on est organisé en coopérative et on le fait pour toute la communauté* ». C'est une définition magnifique du commun.

« CE SENTIMENT D'OBLIGATION À L'ÉGARD DE CE QUE L'ON PREND EN CHARGE, LE COMMUN, PERMET LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CERTAINE FORME D'AMITIÉ POLITIQUE ENTRE LES ACTEURS HUMAINS EUX-MÊMES

La bataille de Cable Street

Le 4 octobre 1936, le British Union of Fascists (BUF) décide d'organiser une marche à travers l'East End, un quartier populaire de Londres. Ce quartier est habité par des irlandais et par une population juive qui a fui les pogroms en Russie et Pologne au début du 20^{ème} siècle. La crise des années 30 a provoqué la fermeture de nombreux ateliers mais malgré la misère, le quartier est riche d'associations culturelles, de salles de sport et d'une vie spirituelle et solidaire.



100 000 personnes signent une pétition qui demande au ministre de l'Intérieur de l'époque d'interdire la marche en raison de la forte probabilité de violence. Le Ministre refuse et décide d'envoyer la police pour tenter d'empêcher les manifestants antifascistes de perturber la marche.



La mobilisation est composée d'habitants, de militants antifascistes comme ce conducteur de tram...



Il y a aussi d'anciens combattants, juifs qui portent leurs médailles pour rappeler qu'ils ont servi leur pays : l'Angleterre.



Des militants communistes et socialistes sont aussi présents, ils ont préparé la contre-manifestation dès que la marche a été annoncée. Les militants ont fait du porte à porte et distribué des tracts dans le quartier.



Le jour avant, la police a tenté en vain de démonter les barricades dressées dans les rues pour bloquer le passage.



Dès le début du défilé, une foule immense s'oppose au BUF. Quand le leader fasciste arrive, 7000 policiers tentent de lui ouvrir le passage.



La police montée se montre particulièrement violente et des habitants se retrouvent projetés au travers des vitrines. Il y aura 79 arrestations : femmes, hommes et enfants du côté des opposants pour seulement 5 chemises noires arrêtées.

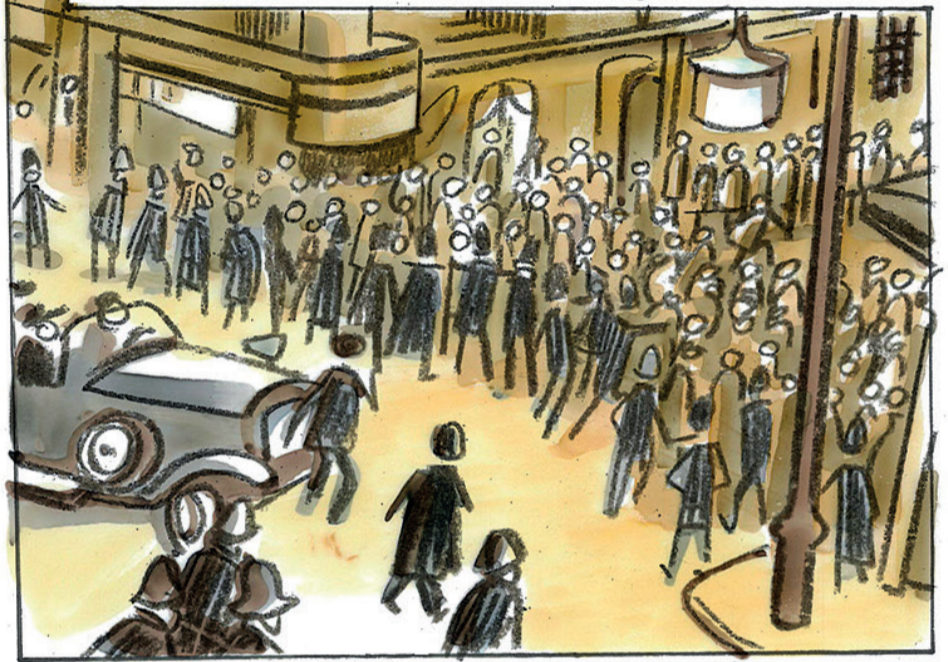


Pour contrer fascistes et force de l'ordre, depuis les fenêtres il pleut des ordres, des pots de chambre, des meubles...



Les dockers irlandais sont venus prêter main forte à la population juive du quartier en souvenir du soutien qu'ils avaient reçu pendant leur grève de 1912.

face à cette mobilisation, Mosley s'enfuit en voiture. C'est une défaite symbolique qui amènera Mussolini à lui retirer son soutien financier. Une loi qui s'accompagnera d'une loi votée pour interdire le port de l'uniforme en rye mais le parti ne disparaîtra qu'au moment de l'entrée en guerre de l'Angleterre contre Hitler.



De l'autre côté, un fond d'aide juridique sera créé pour aider les victimes d'arrestations condamnées à des peines de prison et un autre à motif humanitaire pour soutenir les réfugiés de la guerre d'Espagne.



D'ailleurs, bon nombre de participants rejoindront les brigades internationales. Georges Orwell est l'un d'eux, son premier roman sur la misère du quartier vient de paraître.



Tandis que sur place, des associations de locataires luttent pour une régulation des loyers dans le but d'assurer une stabilité à la population du quartier. Des actions qui amènent plus aux déshérités que les beaux discours nationalistes.



Pour de nombreux militants anti-fascistes, Cable Street est devenu le symbole de leur façon de combattre ; une coalition forte et unifiée dépassant en nombre et humiliant les fascistes dans la rue.



BRUXELLES

19, Rue Pléтинckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be bruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
charleroi@joc.be joccharleroi@joc.be
Fb: Joc Charleroi

LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
lalouviere@joc.be
Fb: Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liège

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons Borinage

NAMUR

17, Place l'Ilon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

TOURNAI

10/8, Avenue des Etats Unis 10 7500 TOURNAI
tournai@joc.be
Fb: Joc Tournai

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers



RETROUVE-NOUS SUR

WWW.JOC.BE

FACEBOOK: JEUNES ORGANISÉS ET COMBATIFS

TWITTER: JOC_BE